



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

# DE BERLIN

N° 12 – 3 mai 2021

### Sommaire

#### Actualité économique:

- Environnement macro-économique : PIB / prix à la consommation / climat des affaires / coût de la crise
- Politique budgétaire : budget fédéral / communes
- Politiques sociales : chômage / formation continue / handicap

#### Actualité financière :

- Marché financiers : prospectus
- Régulation financière : assurance-crédit / indépendance des superviseurs / Wirecard
- Banques et assurances : banques publiques d'investissement / nombre de banques / Targobank / banque mutualiste de Heilbronn (IPS) / Deutsche Bank

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 3,5%

Estimation de la croissance du PIB en 2021 selon le gouvernement fédéral.

## ACTUALITE ECONOMIQUE

### Environnement macroéconomique

Le [gouvernement fédéral](#) revoit son estimation de croissance du **PIB** pour 2021 à la hausse, de 3,0 % à 3,5 %. Pour 2022, une croissance de 3,6 % est annoncée. Un assouplissement progressif au cours du deuxième trimestre 2021 des restrictions liées à la pandémie est admis, permettant une forte reprise de la consommation des ménages. La solidité de la production industrielle et des exportations tout au long de l'année 2021, malgré la situation sanitaire difficile, est rappelée. Un retour au niveau économique d'avant-crise est attendu pour « au plus tard » 2022.

Le **PIB** allemand s'est contracté de 1,7 % au premier trimestre (-3,0 % en glissement annuel),

selon [Destatis](#). L'interruption de la reprise (+0,5 % au quatrième trimestre 2020) serait principalement due au nouveau durcissement des mesures sanitaires en début d'année, impactant surtout la consommation des ménages.

Le baromètre conjoncturel du [DIW](#) gagne 5,7 points pour atteindre 107 points en avril. L'institut note une reprise économique handicapée par la situation sanitaire, malgré une industrie très solide. Pour le deuxième trimestre 2021, une croissance de 2 % du **PIB** est pronostiquée.

La variation de l'indice des **prix à la consommation** est chiffrée par [Destatis](#) à +2,0 % en avril (+0,7 % par rapport à mars). La hausse des prix de l'énergie est particulièrement forte (+7,9 %).

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** poursuit sa hausse en avril et atteint 96,8 points (96,6 en

mars). L'évaluation de la situation actuelle s'améliore légèrement dans le secteur manufacturier et le commerce, se dégrade en revanche dans la construction et les services. Tous les secteurs se disent moins optimistes quant à l'avenir, notamment en raison de la situation sanitaire et de problèmes d'approvisionnement. En outre, l'indicateur de l'ifo sur les **attentes d'exportations** de l'industrie atteint son plus haut niveau depuis janvier 2011 (24,6 points après 23,8 points en mars); la pandémie n'aurait pas d'effet sur la demande internationale en produits allemands.

L'ifo chiffre la perte économique au premier trimestre 2021 causée par la pandémie, des problèmes d'approvisionnement et des conditions météorologiques défavorables à 50 Md€. Le **coût de la crise Corona** totaliserait même 240 Md€ entre mars 2020 et mars 2021.

## Politique budgétaire

Le projet de loi de finances rectificative pour le **budget fédéral 2021** a été adopté par les deux chambres parlementaires Bundestag et Bundesrat. L'endettement net du Bund passe de 179,2 Md€ à 240,2 Md€, notamment pour financer des aides supplémentaires aux entreprises, compenser des moindres recettes fiscales et anticiper des potentielles dépenses supplémentaires liées à la pandémie. Les dépenses totales sont désormais plafonnées à 547,1 Md€, contre 498,6 Md€ votés initialement.

L'[association allemande des communes](#) appelle le gouvernement fédéral à mettre en place un deuxième programme de soutien aux **communes**, notamment pour compenser les moindres recettes fiscales (chiffrées à 50 Md€ jusqu'en 2024). Aussi, l'association rappelle l'important retard d'investissement de 147 Md€ accumulé au niveau communal.

## Politiques sociales

Selon [l'agence](#) fédérale du travail, le **chômage** a légèrement augmenté en avril (+0,3 %), le taux de chômage (en définition nationale) se stabilisant à 6,0 % (données cvs). 3,3 M de salariés percevaient le chômage partiel en février (après 3,2 M en janvier). Selon des estimations de [l'ifo](#), ce nombre aurait diminué en mars à 2,7 M (après 2,9 M en février), soit 8,0 % des salariés. Ce recul aurait été marqué dans l'industrie où le dispositif ne

concernerait plus que 6,3 % des salariés en mars ou dans le commerce (15,8 % des salariés). Dans la gastronomie - hôtellerie, un salarié sur deux restait en chômage partiel (50,8%).

Selon une étude de [l'OCDE](#), plus d'un emploi sur deux sera fortement touché en Allemagne par les bouleversements numériques dans les 15 prochaines années (18 % des emplois menacés de suppressions). L'OCDE recommande notamment de simplifier l'accès au système de **formation continue**, surtout pour les personnes à faible qualification.

Selon le 3<sup>ème</sup> [rapport](#) sur la situation des personnes en situation de handicap, le taux de chômage (définition nationale) des personnes avec un **handicap** lourd a sensiblement baissé de 13,4% en 2015 à 11,2% en 2019.

## ACTUALITE FINANCIERE

### Marchés financiers

Le superviseur BaFin annonce sur [son site internet](#) qu'il pourrait infliger une amende à la plateforme d'échange **Binance Deutschland GmbH & Co. KG** pour avoir proposé des actions sous forme de token sans avoir respecté l'obligation de publication de prospectus.

### Régulation financière

La fédération allemande des assureurs (*GDV*) et les ministères fédéraux des Finances et de l'Economie ont [annoncé](#) le 19 avril dernier qu'ils mettaient fin d'un commun accord au dispositif de soutien aux **assureurs-crédit** le 30 juin prochain.

Un [papier commun](#) de la fondation Bertelsmann et du Centre Jacques Delors de Berlin critique le manque d'**indépendance des superviseurs** vis-à-vis des gouvernements de plusieurs Etats-membres, dont l'Allemagne, comme cela a déjà été dénoncé à la suite du scandale Wirecard, et la France. Dans les deux pays, des représentants des ministères des Finances siègent au sein des conseils d'administration des autorités de supervision. Le centre de recherche de Francfort sur le secteur financier (*SAFE*) propose également une [réforme](#) de la Bafin afin d'en accroître l'indépendance.

La [commission d'enquête](#) « Wirecard » du Bundestag a auditionné fin mars plusieurs membres du gouvernement : Angela Merkel, Olaf Scholz, Peter Altmaier, Christine Lambrecht et Jörg Kukies. Elle n'a pas identifié de fautes individuelles mais des faiblesses structurelles de l'ensemble du système de contrôle et en particulier de la BaFin. Le rapport définitif de la Commission devrait confirmer ces éléments d'ici fin juin.

## Banques et assurances

Les 19 **Förderbanken**, banques publiques d'investissement (2 nationales et 17 régionales), ont, compte tenu du volume d'aides Covid mis à disposition par le Bund et les Länder, accordé deux fois plus d'aides en 2020 qu'en 2019 (154 Md€ contre 76 Md€). La majeure partie des 154 Md€ provient de la KfW (106 Md€). Le volume des subventions est passé de 13 à 27 Md€, celui des crédits à taux bonifié de 60 à 92 Md€ et celui des garanties de 0,8 à 34 Md€.

Selon la Bundesbank, le Covid a, d'un côté, ralenti le recul du [nombre de banques](#) et, de l'autre, accéléré la disparition d'agences. De nombreuses banques attendant vraisemblablement la fin de la pandémie pour fusionner, le nombre d'établissements de crédit n'a diminué que de 38 (après 66 en 2019) pour atteindre 1 679 fin décembre 2020. Du fait d'un recours accru aux services en ligne et d'une volonté des banques de réduire leurs coûts, le nombre d'agences supprimées s'est élevé à 2 567 après 1 772 en 2019. L'Allemagne compte 24 100 agences fin décembre 2020.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Targobank**, filiale du Crédit Mutuel, a connu, en 2020, une forte croissance des crédits à la consommation et des dépôts des particuliers. Son bilan a, comme en 2019, augmenté de 13 % ; il atteint 28,4 Md€ fin 2020. La banque affiche néanmoins un [résultat](#) annuel avant impôts en baisse (426 M€ contre 527 M€ en 2019) en raison de provisions pour risques de 116 M€. Targobank emploie 7 300 personnes en Allemagne et compte 3,7 M de clients.

La **banque mutualiste** Schwäbisch Hall-Crailsheim (Bade-Wurtemberg) doit fusionner avec sa consœur et voisine de Heilbronn (bilan : environ 2 Md€). Selon la presse, cette dernière connaît d'importantes difficultés dues à des fraudes fiscales (« cum-cum ») et au recours, dans les années 2009-2012, à des swaps contre une montée des taux d'intérêt qui n'a finalement pas eu lieu. Le système de garantie des banques mutualistes (*IPS*) devra intervenir avant la fusion à hauteur de 50 à 100 M€.

La **BaFin** renforce les pouvoirs du contrôleur externe (KPMG) qu'elle a mandaté en septembre 2018 pour contrôler les procédures [anti-blanchiment](#) de **Deutsche Bank**. Celui-ci devra rapporter et évaluer les procédures utilisées par la banque pour identifier ses clients (cf. BE 3/2019 et BE 17/2018).

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin  
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Revu par : François Gautier  
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr  
Crédits photo : ©JFL Photography